

- Monsieur le Président,
- Excellences,
- Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord d'adresser au Président de cette 65^{ème} Session mes chaleureuses félicitations pour son élection unanime. Sa grande expérience des affaires internationales nous autorise à croire que sa mission sera couronnée de succès.

A son prédécesseur, le Dr. Ali Abdussalem Triki, je suis heureux de rendre hommage pour l'engagement et l'habileté avec lesquels il s'est acquitté de ses délicates fonctions au cours de la session précédente. Qu'il en soit particulièrement remercié.

Je salue également notre Secrétaire Général Monsieur BAN KI-MOON et ses collaborateurs pour leurs efforts constants au service de la paix et du développement dans le monde et notamment des pays les moins avancés.

- Monsieur le Président,
- Mesdames, Messieurs,

Alors que la première décennie du 21^{ème} siècle se termine il n'est sans doute pas inutile d'évaluer le chemin parcouru depuis que fut proclamée, il y a de cela dix ans, dans cette

même salle, notre volonté commune de réduire de moitié la pauvreté dans le monde en 2015. Chacun se souviendra de l'enthousiasme qui avait accompagné cet engagement solennel.

Force est de constater aujourd'hui que nous sommes assez loin du compte.

Plus d'un milliard de personnes vivent toujours dans l'extrême pauvreté. L'écart de développement entre les pays du Nord et ceux du Sud se creuse au lieu de diminuer. L'aide internationale stagne et reste en deçà des engagements des pays développés de lui consacrer 0,7% de leur PNB. Dans les huit domaines reconnus comme prioritaires par les objectifs du Millénaire, les résultats sont décevants, voire insatisfaisants, alors que nous nous rapprochons de l'échéance de 2015.

Que s'est-il donc passé ?

La crise économique qui a suivi les récents bouleversements des marchés financiers est manifestement en cause. Le ralentissement de l'activité mondiale, la récession dans certains cas ont accaparé l'attention des pays du Nord. Ils ont donné la priorité à la relance de leurs économies et à la solution de leurs problèmes sociaux. Mais, même si nous pouvons le comprendre, cela n'explique pas tout.

La prise de conscience, au tournant du siècle dernier, des conséquences catastrophiques d'un accroissement continu de la pauvreté dans le Tiers Monde paraît en effet s'être considérablement émoussée. Or, non seulement la situation de ce point de vue ne s'est pas améliorée mais elle continue de s'aggraver.

J'ai, à différentes reprises, du haut de cette tribune et dans d'autres circonstances, appelé l'attention de la communauté internationale sur le problème que pose l'extension de la pauvreté dans le monde. J'ai souligné que, pour des raisons éthiques, elle imposait à tous un devoir de solidarité à l'égard des plus démunis. Mais j'ai aussi indiqué que c'était là l'intérêt bien compris de chacun car l'écart grandissant entre riches et pauvres ne pouvait qu'exacerber les tensions et compromettre la paix et la sécurité internationales.

On me pardonnera, j'en suis sûr, de m'appesantir quelque peu sur le cas de l'Afrique. Elle est incontestablement le continent le plus touché par l'extrême pauvreté. Celle-ci s'accompagne le plus souvent de la pénurie alimentaire, des épidémies, des déplacements de population et de l'insécurité. Peut-on s'étonner que cette profonde misère explose parfois, comme on l'a vu il y a deux ans, lors de ce que l'on a appelé « les émeutes de la faim » ?

La communauté internationale ne peut rester indifférente devant cette menace qui risque de miner nos efforts pour faire progresser la démocratie et assurer notre développement.

Que l'on me comprenne bien. Il ne s'agit pas ici de récriminer au nom d'une quelconque idéologie, de faire le procès de tel ou tel pays ou groupe de pays, de s'ériger en donneur de leçons. Je suis le premier à reconnaître que l'Organisation des Nations Unies et ses agences ont dispensé aide et conseils à notre continent depuis les indépendances ; que la plupart des pays du Nord, à travers leur coopération, leur aide financière et les annulations de dette ont apporté et continuent d'apporter à l'Afrique un soutien irremplaçable ; que les pays émergents ont pris le relais. Nous leur en sommes à tous naturellement reconnaissants.

Mais manifestement cela ne suffit pas. Il n'est pas question de rechercher les responsabilités de cet état de choses. Je veux simplement dire que les solutions retenues n'étaient probablement pas à la hauteur de l'enjeu. J'ajouterai que du côté africain nous avons accumulé trop de handicaps au cours de l'Histoire : esclavage, colonisation, dépendance économique, conflits internes et externes et

sans doute aussi que nous avons manqué de rigueur et d'esprit de suite.

Pour des raisons d'intérêt mutuel, déjà évoquées, je pense que nous devons revoir la question de fond en comble, sans arrière-pensées idéologiques ou préjugés de nature politique ou économique. L'Afrique qui, quoi qu'on dise, a beaucoup changé au cours des cinquante dernières années, me paraît prête à un large débat d'idées sur le sujet pourvu qu'il soit conduit dans un véritable esprit de partenariat. Ainsi pourrait prendre corps ce fameux « Plan Marshall » pour l'Afrique, souvent évoqué mais qui tarde à voir le jour.

C'est cette préoccupation qui a amené le Cameroun, à l'occasion du Cinquantenaire de son accession à la souveraineté, à organiser à Yaoundé une Conférence Internationale - Africa 21- au cours de laquelle a été dressé un bilan sans complaisance des 50 années d'indépendances africaines et ont été évaluées les chances qui vont s'ouvrir à l'avenir à notre continent. Cette réunion a été honorée de la présence de plusieurs Chefs d'Etat et de Gouvernements, d'anciens Premiers Ministres, de hauts Représentants d'Organisations Internationales, d'experts de renommée mondiale, de dirigeants de grandes entreprises ainsi que de Prix Nobel de la paix.

La déclaration finale de la Conférence que ma délégation tient à votre disposition, se présente comme un véritable « guide » pour la réhabilitation de l'Afrique, tant en ce qui concerne son redressement économique que sa participation à la vie internationale. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : faire en sorte que notre continent ne reste pas en position d'éternel assisté et qu'il joue le rôle qui lui revient dans les affaires du monde.

On me permettra dans cette enceinte d'insister sur le deuxième point. Comment justifier aujourd'hui que l'Afrique soit le seul continent à ne pas disposer d'un représentant permanent au Conseil de Sécurité ? Comment comprendre qu'elle ait du mal à se faire entendre lorsque ses problèmes sont examinés dans les instances économiques et financières mondiales alors que les décisions prises lui seront imposées ? Au moment où les pays émergents réclament à juste titre une représentation au Conseil de Sécurité à la mesure de leur poids économique et politique, l'Afrique dans son ensemble, ne doit pas être oubliée.

- Monsieur le Président,
- Mesdames, Messieurs,

Notre continent a été longtemps traité, si j'ose dire, en objet des relations internationales. Il est pourtant directement

concerné par la plupart des grands problèmes qui se posent à l'humanité d'aujourd'hui, qu'il s'agisse des flux migratoires, du réchauffement climatique, de la régulation économique et financière, du terrorisme, etc. En un mot, il est parfois la victime de phénomènes où sa responsabilité n'est pas engagée. Sur ce plan également, il conviendra de sortir des ornières où les grandes négociations paraissent s'être enlisées.

Les peuples africains aspirent à davantage de compréhension et de sympathie au vrai sens du terme. Le retard de développement dont ils souffrent ne se réduit pas en effet aux objectifs du Millénaire. Certes, ils veulent être moins pauvres, manger à leur faim, mais surtout être à l'abri de la peur et du besoin, être plus libres, envisager l'avenir sans inquiétude. Bref, vivre dans une société qui leur garantit ces conditions minimales d'existence et de bien être.

La plupart des pays africains se sont engagés dans cette voie. Pour sa part, le Cameroun, au cours des dernières décennies, a créé des institutions représentatives, établi l'Etat de droit et assuré le respect des droits de l'homme. Aux plans économique et social, des progrès sensibles ont été accomplis dans les domaines des finances publiques, de l'éducation et de la santé. Si cette évolution se

confirme, notre pays peut espérer, à moyen terme, accéder au statut de pays émergent.

Tel est, me semble-t-il l'état d'esprit de la majorité des pays africains. La communauté internationale a certainement un rôle à jouer pour les conforter dans leur détermination à s'intégrer dans la société mondiale. Pour cela, il faudra de sa part plus de compréhension, plus de solidarité et sans doute aussi davantage de fraternité.

Je vous remercie de votre aimable attention.-